



TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 10 janvier

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

AU MYANMAR, LE RÉGIME ASSASSINE DES SYNDICALISTES

La Fédération CGT des cheminots condamne avec la plus grande force l'assassinat de syndicalistes par la dictature au Myanmar.

Dans un silence assourdissant des autorités françaises, le régime poursuit une répression systématique et sanglante des opposants.

Les multinationales françaises continuent de commercer avec la junte militaire, ce qui revient à financer le massacre.

Répondant à la sollicitation de nos camarades du Myanmar, la Fédération CGT des cheminots va interpellier le Gouvernement.

Après le coup d'État militaire en février 2021 au Myanmar (ex-Birmanie), la population est descendue dans les rues et les militaires n'ont pas hésité à employer la force, provoquant des centaines de morts. Les cheminots ont déclenché une grève générale extrêmement suivie (90 % des 30 000 employés). Ils sont donc victimes d'une répression sauvage et les dirigeants syndicaux sont traqués. À ce jour, la résistance se poursuit. Nous apprenons qu'un de nos camarades a été assassiné et un autre est porté disparu. Nous voulons faire connaître cette situation aux cheminots français.

COURRIER DU SYNDICAT DES CHEMINOTS DU MYANMAR

« Le syndicat des chemins de fer de Mahlwagone, à Yangon, a rapporté que Aung Ko Latt, ouvrier CDM au hangar d'entretien des locomotives, a été arrêté par l'armée dans la nuit du 4 janvier et que le 6 janvier, sa famille a été informée qu'elle devait venir chercher le cadavre.

Aung Ko Latt était assistant conducteur de locomotive au sein de la compagnie nationale des chemins de fer du Myanmar. Il travaillait pour les chemins de fer du Myanmar depuis plus de 17 ans. Aung Ko Latt était membre du syndicat des chemins de fer de Mahlwagone.

Il est l'un des travailleurs qui ont participé depuis le début du mouvement de désobéissance civile et responsable du travail de bureau du syndicat.

Il laisse derrière lui sa femme et ses deux enfants.

La Fédération des chemins de fer du Myanmar et l'UTC condamnent fermement ce meurtre.

Nous sommes également très inquiets pour Lin Lin (39 ans), conducteur de locomotive de grade 4, qui a été arrêté le 3 janvier par les militaires à son domicile de Chan Mya Thazi, à Mandalay. Il travaille pour les chemins de fer du Myanmar depuis 18 ans et est membre du syndicat des chemins de fer de Mandalay.

Nous appelons les syndicats du monde entier à faire pression de manière forte et active en faveur de sanctions économiques globales. Nous demandons au secteur financier de cesser de fournir tous les services financiers internationaux au régime, et à la Fédération internationale des transports ITF d'empêcher tous les transports internationaux de desservir les navires et les avions battant pavillon du Myanmar jusqu'à



ce que la dictature soit totalement isolée dans son commerce et ses communications.

De plus en plus de travailleurs sont tués par le SAC et il est urgent que l'OIT publie l'article 33 afin que tous les investissements quittent le Myanmar pour isoler le régime du SAC et permettre la liberté d'association, et aux syndicats indépendants et démocratiques de fonctionner au Myanmar.

Le 7 janvier 2022

Maung Maung Win Nyunt, Président. »

NOUS RÉAFFIRMONS NOTRE INTERNATIONALISME

La CGT défend les cheminots en France, mais nous constatons tous les jours que nos collègues du monde entier vivent des situations similaires, même si c'est à des degrés divers selon l'histoire de leur propre Nation. Nous unir pour nous battre ensemble contre les mêmes exploiters et les mêmes politiques néo-libérales est donc un moyen d'être plus forts.

Parfois, comme c'est le cas au Myanmar, les salariés sont victimes d'injustices et de violence telles qu'elles doivent être montrées et dénoncées dans le monde entier. Développer cette solidarité, c'est aussi le rôle d'un syndicat.

La Fédération CGT des cheminots va adresser un courrier au Gouvernement pour dénoncer la situation vécue par les cheminots de ce pays et exiger des mesures de sanctions financières qui empêchent les multinationales françaises d'investir ou de commercer avec le régime en place.

